



CHARTRE POLITIQUE CITOYENNE DU MCL

Par la présente, toute personne désirant défendre le programme citoyen du Mouvement des Citoyens Libres s'engage à respecter la ligne de conduite définie à la création de notre parti politique et à défendre le programme auprès de la population de notre Pays dans un unique but collectif pour le bien être de toutes et tous. Notre modèle de société se basant sur la déclaration des droits de l'homme, de la femme et de l'enfant n'autorise pas de s'engager dans un but personnel d'enrichissement en espérant un plan de carrière lucratif au détriment des citoyens de notre Pays.

Au MCL, un engagement politique se fait par conviction et dans l'intérêt des populations dont nous serons les dignes représentants afin d'offrir un avenir digne de ce nom aux générations futures. Notre mission est de réinstaurer une ligne de conduite humaine prenant en compte les besoins réels de chaque personne afin de lui assurer un mode vie digne, juste et équitable en s'attaquant aux violations trop nombreuses des droits humains.

Tout le monde peut participer à ce nouveau projet humain et solidaire et offrir ses services afin de représenter notre Mouvement politique dès lors qu'il y aura eu un contact et l'aval avec les membres fondateurs de celui-ci. Toute initiative personnelle est la bienvenue afin de nous faire connaître de manière plus rapide et efficace mais aucun engagement financier et/ou moral ne pourra être pris au nom du Mouvement sans autorisation préalable.

Lors des prochaines élections 2018 (communales) et 2019 (régionales et fédérales), ou avant ces dates si la législature actuelle n'atteignait pas la fin de son mandat politique, notre objectif est de présenter des listes afin de défendre notre programme humain et citoyen partout en Belgique... Notre but étant de viser la « majorité absolue », aucune alliance stratégique n'est envisagée avec un autre parti politique quel qu'il soit.

Notre politique est à l'opposé du système imposé par toutes les formations politiques depuis des décennies et défend uniquement les intérêts de l'ensemble des citoyens de notre Pays, ce qui fait de notre Mouvement politique, le seul parti « combattant » ce système et prônant la solidarité entre toutes et tous.

En cas de majorité absolue, synonyme de victoire citoyenne et de démocratie réelle, plus aucune barrière ne se soulèvera devant nous pour mettre en œuvre notre projet et appliquer notre nouveau modèle de société basé sur le droit de vivre dans la dignité et la justice pour toutes et tous.

Au cas où nous nous retrouverions dans la situation où une coalition serait nécessaire pour accéder à une majorité, la position du MCL sera très claire et transparente : La création de notre Mouvement politique citoyen a pour objectif de changer de système et de modèle de société et non pas d'accéder au « pouvoir à tout prix » comme l'ensemble des partis politiques existants.

Une coalition ne pourrait être envisageable qu'après les résultats du scrutin et sous conditions non négociables :

- Qu'une charte publique et un accord clair et détaillé soient signés entre les différents partis de cette coalition éventuelle.

- Que dans cet accord soit inscrit comme obligations prioritaires, dès qu'un Gouvernement sera formé, l'application de l'allocation universelle et inconditionnelle pour toutes et tous telle que définie par le MCL, la sortie de l'Europe de l'austérité, l'inscription dans notre constitution du recours au référendum populaire pour toute décision engageant notre pays et susceptible de changer le quotidien des citoyens et le respect total de l'entière de la déclaration universelle des droits de l'homme, de la femme et de l'enfant qui sera rendue juridiquement contraignante afin que plus jamais personne ne puisse abuser et prendre des décisions contraires à la dignité humaine.

Si une formation politique se refuse à signer un tel accord, nous aurons au moins pu mettre au grand jour et sur la « place publique », que les intentions réelles de celle-ci sont contraires aux intérêts citoyens.

Dans ce cas, le MCL n'a pas sa place aux côtés de partis politiques non démocratiques inhumains. L'accession au pouvoir pour le pouvoir ne nous intéresse pas. Il est dès lors logique et fondé de maintenir notre cap pour atteindre nos objectifs et mener notre campagne de manière crédible avec conviction et détermination. Conscient que la voie politique que nous avons choisie pour changer le modèle de société défailant dans lequel nous vivons aujourd'hui passe par le fait de « rentrer dans le système pour mieux le défaire », nous resterons très attentifs et vigilants aux comportements de nos différents représentants et/ou élus pour que la philosophie et la ligne de conduite du MCL soit respectée et appliquée de manière humaine, solidaire et en totale harmonie avec les droits de l'humain.

Dans cette optique de changement, il va de soi que chaque représentant du Mouvement Citoyens Libres, qui se verra élu démocratiquement lors des prochaines élections dans un poste où la rémunération prévue par la législation actuelle correspond au salaire moyen d'un citoyen, consacrerait entièrement son temps de travail politique au mandat pour lequel il a été élu.

Dans le même état d'esprit, aucun cumul de mandat ne sera autorisé au MCL. En ce qui concerne les mandats politiques du MCL, et avant de s'engager à défendre le programme humain, chaque élu accepte de manière unilatérale et en âme et conscience à remettre son mandat politique au parti s'il devait s'avérer que notre ligne de conduite et le respect de cette charte étaient bafoués par celui-ci.

Chaque personne voulant défendre et représenter le Mouvement des Citoyens Libres et son programme ne devra appartenir à aucune autre formation politique et respectera scrupuleusement cette charte politique citoyenne par soucis de transparence totale et de crédibilité envers nos sympathisants, nos membres, l'ensemble de la population que nous représentons et que nous défendons.

Avec force, courage, volonté, conviction et détermination....nous y arriverons !

Pascal Masarotti

Président du Mouvement Citoyens Libres

L'ÊTRE HUMAIN DOIT REDEVENIR LE CENTRE DE NOS PREOCCUPATIONS :

- Considérant que, conformément à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (de l'humain), la dignité humaine les droits égaux et inaliénables constituent le fondement de la liberté, de la justice et de la paix ;
- Considérant qu'il est impératif de sortir de ce système défailant qu'est la démocratie actuelle et qu'il faut que les citoyen(ne)s reprennent leur destinée en main ;
- Considérant que le pouvoir, entre les mains d'une minorité financière et politique, est une atteinte à la dignité et à la liberté humaines et, de ce fait, s'oppose au progrès social ;
- Considérant que nous souhaitons une représentativité réelle des femmes et hommes vivants dans notre pays ;
- Considérant que nous devons œuvrer de manière solidaire ;

Je déclare * (nom, qualité).....

m'engager à travailler dans le cadre de mon action politique en accord avec les procédés et principes décrits dans la présente charte.

La base du travail de l'adhérent(e) au MCL est le contact avec les gens et d'inciter la population à s'exprimer. Il/elle l'informe, l'écoute tout en rendant compte de son action au mouvement.

Sa mission est de faire part des desiderata de la population sans distinction de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de tout autre opinion, de richesse, de naissance ou de tout autre situation. Tout non-respect de cette charte peut entraîner des sanctions voire l'exclusion sur base de la concertation des membres adhérents.

Si l'avenir nous permet de disposer d'élu, ce dernier n'utilisera pas sa fonction pour des intérêts autres que ceux des citoyen(ne)s. Les membres adhérents de MCL ont, dans le cas de non-respect de cette charte, le pouvoir de lui retirer son mandat.

Tous membres adhérents s'engagent à respecter cette charte.

*La cotisation au Mouvement Citoyens Libres vaut comme signature de la présente charte